



Rédaction-Administration :
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-F) Tél. 628
G.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

n° 37

Le numéro 5 francs
Abonnement 60 francs

Septembre 1948

L'ECHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

La Prime uniforme de 2.500 frs est due à l'initiative de la C.F.T.C.

La lutte continue pour la revalorisation du pouvoir d'achat des masses laborieuses. Plus que jamais, confiance en la C.F.T.C. soutenue par la sympathie des travailleurs

Le 8 Septembre, le Bureau Confédéral fixe à nouveau les positions de la Confédération.

Dans la discipline les Syndicats Confédérés assureront la victoire du véritable syndicalisme.

Viens avec nous petit !

Ah, comme les hommes sont changeants !
Et comme les événements vont vite !
Si bien que nos camarades militants de la C.F.T.C. dans les mines comme ailleurs, ne s'en plaignent plus cette fois. De quelles attentions n'ont-ils pas été l'objet ces dernières semaines et plus particulièrement au cours de cette fameuse semaine où nous nous demandions si la France retrouverait un Gouvernement.
Les petits copains de la C.F.T.C. étaient devenus subitement de bons camarades, d'authentiques militants ouvriers, des camarades dont le dévouement à la Cause ouvrière ne peut être mise en doute. Ils étaient devenus des « ZIGUES » ! Et de leur proposer cette fameuse : UNITE D'ACTION, qu'ils ont toujours appelé, eux, le CARTEL INTERSYNDICAL.

Enregistrons le fait, il a tout de même sa valeur. A dire vrai, nous n'en sommes plus tout-à-fait au temps des « Yaouanqui ».

Mais, nous l'avons souvent dit et nous le répétons volontiers, nous serons toujours prêts à discuter de ces ententes intersyndicales, lorsqu'il sera possible d'établir un programme d'action commune sur des questions d'ordre strictement professionnel, et soulignons-le en rejetant impitoyablement TOUTES CONSIDERATIONS POLITIQUES.

Et nous disons ceci à l'intention des aimables (trop aimables) interlocuteurs que nos camarades de base ont trouvé subitement devant eux afin qu'ils sachent bien que nous ne sommes pas dupes des manœuvres d'enveloppement parfois rendues d'autant plus faciles que nos camarades n'ont en vue que le bien de la classe ouvrière n'ayant eu, aucune idée de DERIERE LA TETE.

Excellente réussite si la direction syndicale pouvait être débordée, ne serait-ce que provisoirement, en exploitant la bonne foi de camarades qui ne pensent qu'aux intérêts des travailleurs et de la profession dans son ensemble.

C'est avec une unanimité touchante que nos camarades de la C.G.T., renversant la vapeur une fois de plus, acceptaient d'inclure dans les cahiers de revendications : celle de la C.F.T.C. réclamant l'allocation de 3.000 francs, le minimum vital à 13.500 et même, (par quel miracle ??) s'engageaient pour la BAISSSE DES PRIX, cette utopie d'hier !

Plus difficile était d'obtenir l'abandon de toutes clauses extra-professionnelles, celle de la « constitution d'un Gouvernement démocratique », laquelle revenait comme une obsession !

Et comme il faut que la lanterne de chacun soit suffisamment éclairée, nous leur disons encore que sur des questions qui engagent TOUT LE SYNDICALISME et ses principes fondamentaux, nous leur dirons encore qu'il est anti-syndical, anti-ouvrier de tenter la manœuvre de mettre en cause des militants isolés en voulant DELIBEREMENT écarter les directions syndicales, SEULS qualifiés pour prendre de telles décisions.

Sur cette question comme sur d'autres, nous saurons démontrer que la C.F.T.C. et ses militants n'ont aucune disposition pour jouer le rôle de la « VOLAILLE A PLUMER ».

Se trompent ceux qui pourraient croire que la LOYALTE de militants syndicalistes SINCERES ferait le jeu de politiciens qui tirent les ficelles dans la coulisse.

Il n'y aura pas de :
JOURNEE DES DUPES.

L'E

POUR NOS RETRAITES

L'Augmentation de la Retraite du Mineur

A l'heure où nous écrivons nous pouvons penser que la faire est en voie de solution et que des mesures seront prises incessamment pour donner à nos camarades les moyens de vivre décemment après une vie de rude labeur.

Il est de fait que la hausse des produits alimentaires essentiels rend de jour en jour plus précaire et plus difficile la vie de ceux qui n'ont pour vivre que la retraite, cela explique qu'un certain nombre de ces camarades qui pensent être assez forts, cherchent du travail pour pallier aux difficultés de l'heure.

Cette situation ne nous a pas échappé et dès la fin de Juillet nous demandions à la C.A.N. les renseignements susceptibles d'éclairer notre lanterne sur la situation financière du fonds de gestion des retraites et du fonds de garantie afin d'envisager dans le plus bref délai les possibilités d'augmentation des prestations servies par ce fonds.

Faisant suite à notre demande nous étions avisés par la Direction de la Caisse Autonome que le Bureau permanent du conseil d'administration

avait décidé de convoquer vers le 24 Août la commission du fond spécial de retraite au cours de laquelle, conformément aux décisions prises par notre organisation, j'avais le mandat

(voir la suite en page 2)

Communiqué du Bureau Confédéral

Le Bureau de la C.F.T.C., réuni le 8 Septembre 1948, a examiné la situation sociale et économique et approuvé l'action de la Commission Exécutive et du Secrétariat Confédéral.

Il félicite les organisations affiliées les militants et les adhérents qui, animés du souci de l'amélioration de la condition ouvrière et du respect de la discipline confédérale, ont lutté sur le plan des entreprises et des professions pour faire aboutir les revendications de la C.F.T.C.

L'action entreprise, les résultats obtenus, avait amené le Gouvernement à reprendre l'essentiel de la demande d'une indemnité d'attente de 3.000 Frs nets formulée par le Bureau Confédéral dans sa séance du 13 Août 1948.

En prenant acte de cette première mesure d'urgence, qu'il considère comme insuffisante étant donné notamment l'absence de majorations des allocations familiales, le Bureau Confédéral déclare que l'équilibre des salaires et des prix reste à résoudre dans son ensemble.

Face à l'augmentation du coût de la vie de près de 30 pour cent depuis le 1er Novembre 1947, qui fait ressortir le salaire minimum vital à 13.405 Frs au 1er Septembre, en regard à la situation des familles et compte tenu des travaux entrepris au plan départemental pour la révision des zones, le Bureau Confédéral a arrêté comme suit ses revendications immédiates :

1) Octroi, à partir du 1er Septem-

bre, d'une indemnité mensuelle mobile hiérarchisée de 3.000 Frs à la base.

2) Augmentation de 50 pour cent des prestations familiales par le relèvement du chiffre servant de base de calcul et l'amélioration des taux.

C'EST BIEN VRAI !...

Il serait injuste qu'une partie de la nation doive porter tout le fardeau. Il est criminel et méprisable celui qui, non content d'esquiver sa part de la charge commune, aggrave, les difficultés de son pays et les souffrances de ses compatriotes.

Cela devrait être dit et redit en toutes occasions. Il faut refaire une conscience publique, rendre au peuple confiance dans la force de son mépris. Les traîtres, les faiseurs, les mercantis perdront de leur assurance, quand aura cessé cette complicité des sourires gênés et des lâches silences, quand surtout ils trouveront moins facilement des protecteurs chez les politiciens, mieux surveillés par les électeurs.

Les honnêtes gens doivent se décider à être crânement ce qu'ils sont : à donner aux choses et aux gens leur vrai nom ; à appeler un vol, un vol et non pas un beau coup ; un mercanti, un voleur et non pas un commerçant.

3) Révision des salaires pour ramener l'abattement maximum à 15 pour cent, par voie autoritaire ou par la reprise et l'accélération des travaux des Commissions Départementales et nationales spécialisées.

4) Diminution de l'impôt cédulaire et de l'impôt général sur le revenu des salariés.

5) Rajustement des rentes aux vieux travailleurs.

Le Bureau Confédéral se réserve de réexaminer ces revendications en tenant compte des répercussions qu'auraient sur le minimum vital les mesures prises par le Gouvernement, soit dans le sens de la baisse des prix, soit dans celui de la hausse.

Le Bureau Confédéral demande à toutes les organisations affiliées, aux militants et adhérents, de faire aboutir ces revendications au stade de leur activité en liaison étroite avec leurs organisations régulières : syndicats, unions départementales, fédérations et Confédération.

Il rappelle qu'en l'absence d'un Gouvernement tout mouvement de cessation de travail peut apparaître comme une manifestation politique, et recommande à ses organisations de base d'établir ou de resserrer leurs liens avec les groupements appartenant aux organisations du cartel intersyndical.

Il souligne que l'unité d'action, sur le plan des entreprises, implique obligatoirement l'accord des syndicats et des fédérations et rappelle ses militants et adhérents à la stricte application de la discipline confédérale.

G. BROUCQSAULT

(Croix du Nord).

Paris, le 8 septembre 1948.

In est dégouté d'vivr' !...

A lors, grand'mère qui fait Baptich' in tournée d'collectag' « Commint qu' cha va ?... Cha s'tribouille comm' vous voulez ?... Et Léon, y n'est point là ?... »

« Ah, si il est là, min paur' homin'... Il est dins s' jardin... Y tir' des plans sous la comèl' pour savoir commint qu'in va vivr' et commint qu'in va in sortir avec es' pinston... Asségez-vous, Baptich'... ech' vas l' orier... Léon, viens, y a quéqu'in. »

Deux minuts après, el' vieux Léon, s'appuyant sur ein bâton apparaît dins l'encadrement d'el' port' ed' derrière.

« Tiens, ch'est quor' ti qu'est là, Baptich'... Te p' pourmèn' ? » « Ah ! ouais, Léon, s' qui dit Baptich', s' j'm' promèn' pour el' syndicat. »

« Ah ! qui fait Léon, cros-tu qu'y vont arriver à nous tirer du pétrin les syndcats ? »

« Mais, bien sûr » qui répond Baptich' « Y fot... y faudra qu'in y arriv' y n' fot point désespérer, car autremint cha s'rot la fin des haricots. »

« In attendant, » qui dit Léon, « in est dins l' pétrin... et ch'est point gai pour nous z'aut's les vieux... Car, si ch'est dur la vie pour vous z'aut's qui travail' cor', pour nous cha d'vient intenable. Après avoir travaillé touf' s' vie, pinston qu'avec es' pinston, in allot enfin pouvoir es' la couler douss'... Ch'est terribl' ed' pinston qu'in n'peut mêm' pus s'accorder ein morciau d' lard... Pinston ein peu, hier, j'ai été fair' ein tour au marché, j'ai ravizé l' prix des volaill's. Pour avoir ein pouf' qui n'avot pus qu'el' piau et les z'poch's, y fallot mettr' pus d' mill' francs, ch'est impossibl' qu'in peuch' cor' mingner d'el' viande à ch' prix là... Les ceux, y z'étoit à 20 francs, et quoqu' ch'est d'in euf' ? es' qu'avec ein pinston ech' peuch' t'y payer cha ?... ch'est point possibl'... Ech' l'assur' que quand in vot cha, in est dégouté d'vivr' ! »

« Ah ! min paur' Léon, ch'est terribl', in ettet, ed' vir tout cha au momint qu'y comminch' à y avoir ed' tout... Ch'est à croire qu'y a einn' armée d' gangsters qui ont juré d' nous conduire à la faillit' et à la misère... Pour ein part, ech' n'arriv' point à comprind' qu'in n' leur met point l' grappin d'us... Ech' sus malf' d'el' dir', si in avot confisqué tous les marchand's des ceux qui pouss' à la hausse, ech' sus convaincu qu'y n'arcominch'roient point d' stitot, et mêm' si in n'avot pindu ein ou deux d'chez trafiquants qui affamit' el' peupl', ech' sus sûr que cha servirait d'exempl', car pour mi, y a point d' demi-mesure, ein affameur, ch'est ein criminel, et ein criminel, in l'abat !... In drot point avor peur ed' prind' des m'sur's révolutionnair's pour défind' el' peupl'... Epis, y a moyen d' fair' baisser la vie, nous l'avons bin montré plusieurs fois sur les marchés... Alors, quoqu' in attind' ?... Ch'est cha qu'el' gouvernement y drot fair' au lieu de fair' d'el' politiqu' ed' bascul'... Tout les cris ministériels, cha n' fait que profiter aux gangsters du marché noir. Et dir', Léon que si in avot accouté la C.F.T.C., in n' verrot point tout cha, car al' a proposé des m'sur's énergiques pour in sortir. »

« Cha, ch'est vrai » qui dit Léon, « j'ai suivi sin programm' et cha nous plaitot à nous les vieux, car la baiss' des prix, cha nous permettroit d'vivr' avec nos pinston. »

« Mais, bien sûr, Léon, et ch'est pour cha qu'in s'ra obligé d'y nin. Ch'est la C.F.T.C. qui a raison et, obin, in l' suivra, obin cha s'ra la catastroph' ! »

EL' MENEUX D'BIDETS.

A partir du 1^{er} Novembre

à l'occasion de sa parution 2 fois par mois

« L'ECHO DES MINES »

commencera la publication d'un grand roman social « en patois »

« BAPTICH' »

LA VIE D'UN MILITANT OUVRIER

DANS LA MINE

DANS LA CITÉ

DANS L'ACTION

du vécu -/- de l'inédit

par « El' Meneux d' Bidets »

Si la C.G.A. et les POUVOIRS PUBLICS avaient voulu...

Nous n'en serions évidemment pas là si, depuis Juillet 1946, où, à la Commission des salaires et des prix agricoles, s'est posé d'une façon précise le problème de l'harmonisation des prix agricoles entre eux, les solutions préconisées avaient été apportées.

Il existe indiscutablement une relation entre les prix des céréales et celui des produits laitiers et de la viande. Si le rapport est faussé, avançant plus une production qu'une autre, il y a déséquilibre. Et ce déséquilibre persiste au profit de la viande d'une façon exagérée.

Avec le prix du blé à 1200 frs, le quintal, il était reconnu que la

prix normal du bœuf sur pied aurait dû être de 37 frs. le kilo et celui du porc de 55 frs.

Avec le blé à 2.400 frs., cela donnerait 74 frs. pour le bœuf et 110 frs. pour le porc. Le prix de la viande de bœuf devrait pouvoir s'échelonner entre 150 et 300 frs. le kilo au détail. Quant au jambon et au saucisson, ils devraient être aussi autour de 300 frs. le kilo.

Nous ne discuterons pas sur les marges scandaleuses de certains intermédiaires ; nous

qu'il faut faire des coupes sombres dans ce domaine. Mais les prix du bétail sur pied sont, pour le porc, de plus du double du prix normal et, pour le bœuf, de plus de 50 % au-dessus de ce prix.

Il ne s'agit pas de déclarer que, si les céréales ne sont pas payées à un prix normal, c'est le bétail qui les mangera. Les céréales sont payées maintenant d'après un prix de revient forfaitaire qui, pour cette année, est loin d'être désavantageux pour les agriculteurs.

(voir la suite en page 2)

MALAISE dans les Houillères Nationalisées

Nous sommes de ceux qui avons salué avec un grand espoir la nationalisation des mines.

Nous sommes de ceux qui avons cru et croyons encore que la restitution à la nation d'une richesse nationale pouvait et doit devenir une grande œuvre d'intérêt national au service du pays et de la classe ouvrière.

Nous sommes de ceux qui croyons que par la collaboration étroite de tout le personnel, les Houillères nationalisées doivent assurer la primauté du travail sur l'argent, la libération définitive de l'homme et l'épanouissement de sa dignité.

Et pourtant, après les premières années d'une expérience dans le plus important bassin de France, on éprouve comme une impression de malaise.

Quel que soit le travailleur qu'on interroge, ouvrier, employé ou cadre on est frappé par la similitude des sentiments qui s'expriment.

Dans les Nat-Houilles, entendons-nous invariablement, « ça ne tourne pas rond », dit les plaintes qui vont leur train-train, qui circulent de bouche en bouche, qui découragent les bonnes volontés, peuvent se résumer comme suit :

A l'origine, quand la C.G.T. et le P.C. régnaient quasi en maîtres à la Direction Générale, on pouvait voir avec quelles libertés les nouveaux maîtres se servaient des Houillères pour les besoins de la cause (autos, autobus et même trains des mines étaient utilisés à profusion.)

S'il a été mis un peu d'ordre de ce côté, il existe d'autres plans moins spectaculaires, mais on continue à laisser libre cours à des abus criants.

On refuse ou on néglige l'entretien de logements ouvriers, mais par contre chez les cadres supérieurs, on ne se refuse rien.

On dépense des millions pour l'aménagement ou la transformation de logements princiers.

On estime que le rétablissement de l'autorité est indispensable à la bonne marche des Houillères, mais il semble bien que c'est sur l'ouvrier surtout qu'on s'efforce de l'exercer, tandis que plus on s'élève dans la hiérarchie, c'est l'anarchie qui y règne soit par l'absence de responsabilités, soit dans la volonté évidente de certains cadres supérieurs de ne pas « obéir ».

La direction générale du bassin apparaît impuissante.

Certaines directions de groupe agissent comme bon leur semble.

La notion du service n'existe pas ou n'existe plus.

Le conseil d'administration n'est pas pris au sérieux.

Où encore...

La paperasserie est envahissante.

Il y a des organismes superflus qui s'efforcent de justifier leur nécessité par des exigences administratives ou techniques plus ou moins utiles.

Enfin, la notion de servir n'existe pas ou n'existe plus. Chacun s'efforce surtout de se servir, etc., etc., etc.

Nous pourrions continuer l'énumération des doléances qui, justifiées ou non, s'expriment parmi le personnel.

Certes nous devons nous garder de généraliser dans le concert de protestations qui s'élèvent.

Nous avons le devoir également de dire à la vérité, qu'il y a des hommes dans les postes de direction qui ont réellement le souci de travailler à la

bonne marche des Houillères et qui veulent servir le bien commun sans compter ni leur temps, ni leur peine.

Mais, il faut bien avouer que tous ceux qui ont des responsabilités ont pas tous le même souci de servir l'intérêt général.

Sans doute, nous admettons volontiers que la réorganisation d'une entreprise aussi importante que celle des mines du Nord et du Pas-de-Calais qui compte 200.000 travailleurs occupés sur un territoire qui mesure plus de 100 kilomètres de long, il est inévitable que des abus se produisent. Une machine aussi colossale ne se rode pas sans accroc.

Mais il faut bien reconnaître que tout n'est pas exagéré dans les plaintes qui s'élèvent. Il y a des maladroits, il y a des absences d'autorité évidentes, il y a des choses qui se font qui ne sont peut-être pas d'une extrême conséquence, mais qui aux yeux du personnel inférieur apparaissent comme de véritables scandales. Nous pourrions citer des exemples. Et quoi qu'on dise des représentants du personnel dans les conseils d'administration qui, comme nous, entendons remédier à cette situation, ils ne se font pas faute d'intervenir chaque fois que c'est nécessaire.

Malgré les sornettes, sinon le dédain, de certains profiteurs des nationalisations vis à vis d'eux, les administrateurs représentant le personnel entendent bien continuer leur tâche qui consiste à mettre de l'ordre dans la maison.

Ils considèrent trop que les Houillères nationalisées sont devenues un service d'intérêt public pour qu'ils le laissent galvauder.

Lors de la nationalisation des mines, quel'un a dit : « il ne faut pas seulement qu'elle soit une réussite, il faut qu'elle soit un exemple ».

C'est notre vœu également, mais à la condition que l'on remette chacun à sa place, que l'autorité soit rétablie, mais pas à sens unique, et que surtout la notion de servir pénètre davantage tous ceux qui sont investis d'une autorité.

La classe ouvrière ne négligera pas son effort et apportera son concours le plus entier à cette grande œuvre nationale, mais à la condition qu'elle puisse constater que ses efforts ne sont pas faits en pure perte.

L'exemple vient d'en haut.

Louis DELABY.

Si la C.G.A... et les Pouvoirs Publics... AVAIENT VU

(Suite de la première page)

Mais, et la C.G.A. était vraiment une Confédération, si elle avait le souci de l'intérêt général, et même celui de l'agriculture pour l'avenir, elle effectuerait cette harmonisation nécessaire.

L'hectolitre de vin se vendait quelquefois meilleur marché que le quintal de blé. Il se vend maintenant plus du double.

Les légumes secs ne valaient pas, à la ferme, deux fois le prix du blé. Ils sont cinq à six fois ce prix.

Loin de nous la pensée de ne pas voir rétribuer normalement le fruit du travail des agriculteurs. Mais, pour lutter contre la spéculation, il faut commencer à la base.

C'est l'intérêt même des agriculteurs. Malheureusement, il semble que la C.G.A. ne soit pas une Confédération, mais plutôt une juxtaposition de syndicats de producteurs de blé, de lait, de viande, de vin qui, tour à tour, vont réclamer des revalorisations, accompagnées des représentants de la C.G.A., sans souci de l'intérêt général. Et les gouvernements successifs depuis 1946 n'ont rien fait pour modifier cet état de choses.

La C.E.T.C. a, l'an dernier, proposé un plan de ravitaillement. On n'en a pas tenu compte.

Les dirigeants de la C.G.A. voulaient, au Conseil Economique, nous faire adopter une échelle mobile des prix agricoles, sur les rapports actuels. Nous n'avons pas voulu marcher.

Nous sommes prêts à envisager avec les représentants de l'agriculture française toutes mesures contre les intermédiaires qui faussent les marchés, nous continuerons la lutte pour la baisse des prix industriels exagérés, mais certains prix agricoles à la production sont trop élevés, sans rapport avec le prix de revient réel. C'est aux représentants de la C.G.A. ou, à leur défaut, au gouvernement, de montrer qu'ils ont le souci de l'intérêt général des consommateurs et du pays et de prendre les mesures qui s'imposent.

Nous verrons ensuite pour agir ensemble.

Benoit MAYOUD.

L'Augmentation pour les Retraités

(Suite de la première page)

de présenter la demande de mise en paiement d'une allocation d'attente dont le taux exact pouvait être fixé aux environs de 15 pour cent, étant bien entendu qu'elle ne préjugeait en rien de notre position sur le taux réel de l'augmentation à déterminer dès que tous les éléments d'appréciation seraient réunis. Nous ajoutons qu'il tant donné la précarité des ressources des pensionnés et compte tenu des possibilités de la Caisse, s'il était prouvé qu'il était possible d'accroître 45 pour cent ou même 50 pour cent d'augmentation, nous étions d'accord.

D'autre part un ensemble de réformes faisant partie des modifications réclamées depuis de longues années par les organisations syndicales était présenté, il apparaissait dès lors nécessaire de chiffrer aussi exactement que possible les modifications envisagées telles que :

ALLOCATION SPECIALE AUX TRAVAILLEURS DE LA MINE N'AYANT PAS 10 ANS DE FONDE.

PENSION PROPORTIONNELLE A PARTIR DE 10 ANS DE SERVICES.

REVERSIBILITE DES 2 TIERS AUX VEUVES.

A la lumière des chiffres, force nous est de reconnaître en toute franchise et joyauté que l'ensemble des mesures entraînait une dépense dépassant en partie les possibilités financières de la Caisse, et pour qui connaît le sérieux avec lequel le personnel de la Caisse établit ses prévisions (il n'y a pas lieu de le mettre en doute.)

Mais notre position part d'autres données : les organisations ouvrières réclament une revalorisation du pouvoir d'achat des masses et ce qui concerne la C.E.T.C., sans préjudice de sa position future elle revendique une allocation d'attente de 3.000 Francs et de 500 Francs par personne à charge.

Dans ces conditions il nous apparaît que le problème à résoudre change d'aspect et que nous pouvons compter sur l'augmentation des recettes dans un délai assez bref. Il devient possible d'adopter à la fois une augmentation substantielle des prestations servies par le fond de retraite pouvant aller jusqu'à 30 pour cent et de procéder à des améliorations du régime dans le sens énoncé ci-dessus et qui sont réclamées depuis longtemps par les organisations syndicales.

par les organisations syndicales.

Cette manière de faire a l'avantage de nous donner satisfaction à la corporation minière et de ne pas revenir sur la question dans les prochains jours par des décisions de dernière heure qui soulèvent des difficultés d'application et un surcroît de travail pour le personnel de la Caisse Autonome.

Peut-être quelques esprits chagrins nous accuseront de tirer en quelque sorte une traite sur l'avenir. Ce n'est pas pour nous effrayer car nous sommes convaincus que les conditions actuelles de vie appellent nécessairement des mesures qui doivent avoir leurs répercussions sur les finances de la Caisse Autonome et doivent permettre de donner aux pensionnés l'augmentation de 30 pour cent et la prise en considération des réformes que la corporation minière attend avec impatience.

Félix PIERRAIN

Assez d'abus !...

Dans notre précédent numéro, nous faisons état d'une intervention auprès de la C.C.P.M. au sujet des billets de souscription imposés aux rationnaires au moment où ils prenaient possession des marchandises leur revenant.

Suite à cette intervention, la C.C.P.M. nous répond la lettre que nous reproduisons ci-dessous :

Beaumont, le 9 Août 1948.

Monsieur le Secrétaire du SYNDICAT LIBRE DES MINEURS

19 et 21, rue Diderot
LENS

Monsieur le Secrétaire,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 Août 1948, et de vous informer que les faits dont vous nous entretenez nous avaient été heureusement signalés en temps utile par notre service d'inspection.

Il est vrai que le Syndicat Général de la C.C.P.M. et des Succursales C.G.T. avait chargé les gérants de boutiques de placer EN DEHORS DU SERVICE des billets de souscription.

Si quelques erreurs furent commises, il s'agit là d'initiatives personnelles de la part de certains gérants de boutiques que nous avons formellement condamnées.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire, nos salutations distinguées. Pr le Président-Directeur-Général, Le Directeur Administratif, R. BACARDI.

Nous pouvons donc en conclure que NOUS AVONS RAISON !

La Direction de la C.C.P.M. appelle une ERREUR ce que nous appelons : UN ABUS ! Question de mots, mais nous avons touché juste.

Camarades mineurs, ménagères, NE VOUS LAISSEZ PAS FAIRE. Lorsque pareils cas se présentent, protestez auprès des gérants de boutiques et conditionnez vos souscriptions à votre libre acceptation.

pour le compte des Houillères.

NATURE DE LA PRIME :

En application des dispositions de l'arrêté interministériel et du décret paru au J.O. du 6 Septembre, cette prime est exclusive de toute majoration, de toute réduction et de toute retenue ; elle se place donc dans l'analyse des salaires et à la rubrique primes non majorables.

Telles sont les premières instructions qui ont été communiquées aux Houillères du bassin afin de leur permettre le règlement de la prime exceptionnelle qui doit être payée le 11 Septembre au plus tard.

camarades, tout simplement.

A Courrières comme à Béthune, nos camarades administrateurs soucieux d'éviter que les Caisse de Secours ne deviennent le champ clos des luttes de tendances, soucieux d'aider à la bonne marche de ces caisses, déposent une motion préalable visant à la constitution d'un bureau dans lequel chaque organisation syndicale aurait obtenu sa représentation. Et il n'est sans doute pas inutile d'en rappeler les termes :

Les administrateurs élus appartenant à la C.F.T.C.

Considérant que l'intérêt général de la Caisse de Secours et le bien-être de tous les sociétaires et de leur famille, commandent la collaboration efficace de tous les administrateurs.

(Suite page 4).

LES PETITS ECHOS DE LA MINE et d'ailleurs

OU L'INCURIE SANITAIRE FAIT PERDRE UN ŒIL...

Le jeudi 3 juin 1948, au matin, le jeune ouvrier Raymond FRANCOIS, manoeuvre aux bennes aux ateliers centraux de Lens reçoit un éclair de mort dans l'œil gauche. Une forte hémorragie s'ensuit, ce qui indique que la blessure peut être grave. Le contremaître appelle son frère pour l'accompagner chez le spécialiste à Lens.

Examen du docteur qui l'envoie passer à la radio. Il ne peut obtenir la photo que le lendemain matin. Arrivé à l'hôpital de Lens, le chirurgien est étonné d'extraire l'éclat de fer. Il n'y parvient pas parce qu'il lui manque un radio-aiguille. Il envoie le blessé à l'hôpital de Béthune mais, pour cela, il faut l'avis de la caisse de secours. Le père accompagne notre camarade qui souffre énormément. A la caisse de secours, on lui fait une feuille de route pour gagner Béthune par... ses propres moyens. Il est trop tard pour partir par le train. Ce n'est que le samedi matin qu'il peut gagner l'hôpital de Béthune où il est opéré à 3 heures de l'après-midi, c'est-à-dire 60 HEURES APRES L'ACCIDENT.

Le chirurgien ne put s'empêcher de déclarer qu'il était tard pour sauver l'œil...

Pendant 2 mois, on lui prodigua tous les soins possibles pour sauver l'œil, mais... en vain... Raymond FRANCOIS avait été opéré trop tard L'ŒIL ETAIT PERDU, ET IL A FALLU L'ENUCLEER.

A 23 ans, en pleine jeunesse, CE JEUNE CAMARADE EST DEFIQUÉ PARCE QU'IL A ETE OPÉRÉ TROP TARD.

Ne trouvez-vous pas, amis lecteurs, qu'il y a quelque chose qui ne colle pas, mais alors pas du tout, dans l'organisation sanitaire de nos houillères et de nos caisses de secours ?

Ne trouvez-vous pas que si on avait fait servir l'ambulance au lieu de laisser le blessé se débrouiller de l'atelier chez le médecin, du médecin à la radiographie, de l'hôpital de Lens à la caisse de secours et de là, à l'hôpital de Béthune, on aurait pu sauver l'œil de ce jeune travailleur ?

Ne trouvez-vous pas qu'il est anormal qu'on ne trouve pas à l'hôpital de Lens, tout ce qu'il faut pour opérer ?

RENDONS A CÉSAR

Le « Mutilé du travail » est le titre de l'organe de la Fédération Nationale des Mutilés et Invalides du travail. Si vous croyez qu'un tel journal s'en tient à l'information objective comme il se doit à un journal « spécialisé » sur telles questions, vous vous trompez...

La première page du dernier numéro a été entièrement consacrée à la reproduction des nouvelles propositions déposées par un parti qui a l'heur de plaire à la direction de la fédération et d'adit journal...

Notre camarade Henri MECK a-t-il déposé bien longtemps avant le groupe politique en question une proposition analogue. Peu importe, le journal n'en souffle mot.

TANT PIS POUR LES MALADES

Nous citons par ailleurs un fait regrettable en matière de soins à un camarade blessé. Les exemples ne manquent pas ou en cas de besoins urgents, le transport des malades ne peut pas être assuré comme il le conviendrait. Il a été beaucoup parlé également de la modicité des attributions d'essence et de pneus pour les besoins des voitures des caisses de Secours, ce qui n'empêche nullement ces voitures de « travailler » à d'autres besoins que ceux des services auxquels elles sont destinées.

C'est ainsi, par exemple, que l'ambulance immatriculée 7525 N. A. 9, de la caisse de secours de Bruay servit au transport de la TRIBUNE le 26 Août dernier, qu'à cette occasion elle fut immobilisée de 15 heures à 17 heures 30 devant la Caisse de Secours de NOEUX.

C'est sans doute un bon moyen de réduire les frais généraux de la Tribune, organe de la C. G. T. Mais il faut bien convenir que c'est un excellent moyen de grever le budget de la Caisse de Secours et de son DETRIMENT DES MALADES.

ENREGISTRONS L'HOMMAGE !

La C.F.T.C. a été « courageux », c'est ce que déclarait publiquement le camarade Dangelot, administrateur représentant la C.G.T. au conseil d'administration de la Caisse de Secours de Courrières quelques minutes après l'élection du président.

Nous n'en demandons pas tant ! Mais enregistrons l'hommage rendu à nos camarades Marcel Fatourette et Charles Lestienne qui savent prendre toutes leurs responsabilités et l'initiative de la constitution d'un bureau chargé de gérer convenablement les intérêts de la Caisse de Secours et des sociétaires.

Peut-être Dangelot fut-il réellement étonné du courage de nos camarades ? Ceux qui les connaissent le furent beaucoup moins.

Et si Dangelot était sincère, (ce dont nous ne voulons pas douter) il conviendrait désormais qu'en fait de LOYAUTÉ, la C.F.T.C. et ses militants se posent un peu l'ail.

La Sécurité Sociale dans les Mines

Où en sommes-nous... après un an ?

Reprenons, si vous le voulez bien, nos constatations.

Un autre sujet de mécontentement est provoqué par la différence de traitement faite aux ressortissants du régime minier par rapport aux assurés sociaux en ce qui touche l'aide aux familles pour le séjour des enfants en vacances. Les caisses d'allocation familiales accordent généralement cent francs par enfant et par jour aux parents qui font un séjour, accompagnés de leurs enfants, dans une localité agréée par ces organismes et reconnue comme répondant aux conditions requises de climat et de salubrité.

Il n'est pas possible actuellement aux sociétés de secours minières de réaliser la même initiative et cela, pour des raisons absolument indépendantes de leur volonté qui, cependant, ne les mettent nullement à l'abri des critiques de tous ceux qui, non contents de se trouver dévalorisés par rapport à la grande majorité des travailleurs français, défavorisés encore lorsqu'on considère l'effort accompli par les Houillères et par la Sécurité Sociale Minière en matière de colonies de vacances qui ne peuvent acquiescer qu'une faible minorité d'enfants.

La partie des dispositions légales qui touche à l'assurance-vieillesse doit faire l'objet, dans un avenir indéterminé, de modifications sensibles apportées par voie parlementaire. Tiendrait-on compte des aspirations légitimes d'une fraction, évidemment peu importante mais digne d'intérêt, des tributaires du système, c'est-à-dire de ceux des membres des personnels des industries ou établissements absorbés au moment de la Nationalisation et qui, relevant antérieurement du régime général, ne pourront pas atteindre le nombre d'années de services suffisant pour prétendre à une retraite proportionnelle.

Ces travailleurs ne reviennent pas un traitement de faveur mais ils voudraient bien et c'est légitime, qu'une coordination équitable des deux régimes leur garantisse des droits correspondant à la durée et à l'importance des versements effectués et ne pas voir le risque d'être exclus du bénéfice d'une pension normale de vieillesse parce que leurs cotisations successives à l'un et à l'autre de ces régimes ne peuvent actuellement se cumuler.

Si l'on examine le fonctionnement financier de nos organismes de sécurité sociale minière, les découvertes qu'on est amené à y faire ont de quoi surprendre de manière troublante : bien que les recettes destinées à financer le système malade-maternité-décès soient sensiblement équivalentes

à celles attribuées aux caisses primaires du régime général, les sociétés de secours se trouvent actuellement en position singulièrement fâcheuse pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la ventilation des cotisations afférentes à ces régimes attribue une part vraiment trop importante à la caisse autonome nationale qui pourrait cependant équilibrer son budget sur l'ensemble des cotisations invalidité-vieillesse dont les recettes sont largement excédentaires par rapport aux charges, et à l'Union Régionale dont le rôle est surtout de coordination ; cette ventilation est à l'origine d'une situation telle que la C.A.N. et l'Union Régionale ont à leur disposition des dizaines de millions dont on peut dire que l'utilisation ne présente pas le même degré d'urgence que celle qui en serait faite par la plupart des sociétés de secours minières contraintes de vivre au jour le jour.

Cette situation est encore aggravée par le fait que les sociétés de secours ont, par application de la loi, organisé les services d'accidents du travail et des prestations familiales qu'elles devraient gérer, que le maintien de cette gestion aux Houillères n'a pas permis de récupérer les dépenses entraînées par l'organisation des nouveaux services, dépenses qu'il a bien fallu imputer sur le budget du service maladie-maternité-décès.

Enfin l'attribution d'une allocation au décès aux ayants-droit de tous les ressortissants de la profession minière que le décès survienne alors que l'intéressé se trouve en activité ou en retraite, entraîne de lourdes dépenses qui placent l'ensemble des sociétés de secours minières dans une situation financière véritablement critique.

Du point de vue organisation administrative, il est permis de regretter que la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité minière soit, telle, que celle-ci reflète pourtant avec assez d'exactitude la volonté des travailleurs de la mine, que la plupart des hommes qui les constituent soient incapables d'oublier les tendances qui les séparent, les doctrines qui les opposent et ne pensent guère qu'à s'affronter dans des discussions stériles au lieu de tenter de unir dans un cadre où rien ne doit les diviser puisqu'il s'agit de sauvegarder la santé des travailleurs et de leurs familles, en même temps, leurs moyens d'existence.

Ainsi, par un concours troublant de difficultés matérielles que ne permettent pas de surmonter de fâcheuses dispositions morales, la mise en application de la sécurité sociale dans les mines nous conduit, peu à peu, à un véritable état d'insécurité sociale contre lequel il est extrêmement urgent de réagir si nous voulons sauver notre régime par lequel nous ne pouvons pas nous passer.

Hier que par des services et un fonctionnement supérieurs à ceux du régime général.

Lucien DENIZE

L'Attribution de la prime de 2.500 frs

Sous réserve des précisions qui pourront être apportées par la Circulaire Ministérielle d'application, le paiement de l'indemnité de 2.500 frs devra se faire dans les conditions suivantes :

BENEFICIAIRES :

Doivent bénéficier de la prime, tous les membres du personnel inscrits sur les contrôles des Houillères au jour de la mise en application de l'arrêté, c'est-à-dire, d'une manière générale, le 6 Septembre.

Jusqu'à nouvel ordre, les prisonniers de guerre non transformés, sont exclus du bénéfice de cette prime.

Il y a lieu de réserver également pour l'instant le cas des personnes qui, inscrites à l'effectif, ne travaillent cependant pas à plein temps.

Après de nouvelles élections...

Et maintenant...

Les élections des bureaux des Caisse de Secours de Béthune et de Courrières ont donné lieu à des « mouvements divers » de la part de ceux qui semblent porter un intérêt particulier aux positions de la C.F.T.C., qui, en la circonstance, jouait un rôle important, voir même celui d'arbitre.

Pour les uns, l'attitude de la C.F.T.C. n'est pas « compréhensible », d'autres s'en sont « scandalisés », d'autres encore s'en sont « félicités ». Comme il est bien difficile de plaire à tout le monde, cependant, ces « mouvements divers » suffiraient peut-être à démontrer que la C.F.T.C. a observé l'attitude la plus correcte et joué le rôle d'un « franc-joueur ».

Ce sont les règles les plus élémentaires de la LOYAUTÉ qui ont dicté l'attitude de nos

camarades, tout simplement.

A Courrières comme à Béthune, nos camarades administrateurs soucieux d'éviter que les Caisse de Secours ne deviennent le champ clos des luttes de tendances, soucieux d'aider à la bonne marche de ces caisses, déposent une motion

expliquons-nous !

tion préalable visant à la constitution d'un bureau dans lequel chaque organisation syndicale aurait obtenu sa représentation. Et il n'est sans doute pas inutile d'en rappeler les termes :

Les administrateurs élus appartenant à la C.F.T.C.

Considérant que l'intérêt général de la Caisse de Secours et le bien-être de tous les sociétaires et de leur famille, commandent la collaboration efficace de tous les administrateurs.

(Suite page 4).

L'ALLOCATION DE CHARBON

aux pensionnés et ouvriers en activité

A la suite de difficultés rencontrées dans l'application du règlement d'attribution de l'allocation de chauffage ayant provoqué de multiples interventions des organisations ouvrières, la Direction des Mines a publié une circulaire en date du 9 Août 1948 que nous reproduisons ci-dessous.

LE MINISTRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE A MES-
SIEURS LES INGENIEURS EN
CHEF DES MINES

Le 9 Août 1948,
Circulaire P/D.M. 84.098
P/D.M. 362

OBJET: Allocation de chauffage aux pensionnés et veuves, vivant avec un ou plusieurs enfants célibataires, travaillant à la mine.

Ma circulaire P/D.M. 323 du 13 Novembre 1947 (§ G III-cumulis) indique que le pensionné, ancien

agent des mines de charbon et vivant avec un agent en activité, peut recevoir son attribution de combustible en nature lorsque son allocation est supérieure à celle de cet agent, celui-ci recevant alors son allocation sous forme d'indemnité compensatrice; il est d'autre part précisé qu'il ne peut y avoir dans aucun cas cumulo des deux attributions en nature.

Il m'a été signalé que des dispositions conduisant à une réduction de l'allocation en nature que recevait, dans le Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, une famille composée d'un pensionné de la C.A.N. vivant avec son fils célibataire travaillant à la mine. Dans ce cas en effet, et jusqu'en Mai 1948 les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais donnaient au fils l'allocation en nature du soutien de famille.

Pour éviter de réduire l'avant-

lage ainsi accordé, j'admettrai qu'il y ait dans ce cas cumulo des allocations en nature jusqu'à concurrence de la quantité de charbon allouée à l'ouvrier, chef de famille, en activité.

Pour se conformer aux usages antérieurs, c'est l'enfant célibataire agent de la mine, qui percevra la totalité de son allocation en nature tandis que le père, pensionné, percevra la sienne partie en nature, partie en espèces.

Dans le même ordre d'idées, lorsque le père ou la veuve cohabite avec plusieurs enfants célibataires travaillant à la mine, chacun des enfants autres que le premier percevra EN NATURE l'allocation prévue par la décision du 16 Juin 1947 (majoration de 10 % de l'allocation du chef de famille).

Le Directeur des Mines
Signé: PERRINEAU

appliquées aux pensionnés à ce qui concerne les indemnités dues au titre de 1947 et 1948. Pour l'avenir, ils devront présenter chaque coupon au remboursement dans un délai de UN AN à partir de la fin de chaque période (trimestre, semestre ou année) au titre de laquelle il a été établi.

Je vous prie de porter à la connaissance des exploitants des mines de votre service, les présentes instructions, dont j'adresse copie à Monsieur le Directeur de la Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines.

L'Ingénieur en Chef adjoint,
signé: JEAN

LE NOUVEAU BARÈME DES ALLOCATIONS

BASSIN NORD-PAS-DE-CALAIS

En application de la circulaire ministérielle ci-dessus rapportée, la Direction du Bassin du Nord-Pas-de-Calais a publié un modificatif au règlement précédemment établi et appliqué, nous publions intégralement ces modifications qui permettront à nos camarades d'y trouver les renseignements qu'ils peuvent désirer.

PERSONNEL PENSIONNÉ

Nouvelle Réglementation

Cette dernière circulaire (CI-DESSUS) s'applique au cas où

	plus de 30 ans	15 à 30 ans	moins de 15 ans
Allocation théorique du pensionné s'il vivait seul...	8 11	4 11	2 11
Allocation en nature à servir au fils...	5 11	5 11	5 11
Allocation à servir en nature au pensionné...	1 11	1 11	1 11
TOTAL	14 11	10 11	8 11
Allocation non perçue en nature par le pensionné...	8 11	4 11	2 11
Allocation en espèces à verser au pensionné sur la base de 1.950 frs. la tonne	8 11	4 11	2 11

Il faut d'ailleurs remarquer que le fils célibataire sera presque toujours considéré comme soutien de famille de sa mère veuve, si en dehors du salaire du fils, il ne rentre au foyer d'autres ressources que la pension de la C.A.N. de la mère.

Lorsque le pensionné (ou la veuve) vit avec plusieurs enfants célibataires travaillant à la mine, chacun des enfants autres que le premier donnera droit en plus à une allocation en nature de 0 11 200.

Lorsque le père pensionné, ancien employé commissionné vit avec son fils également employé commissionné, le calcul sera fait suivant le même principe, en cumulant les allocations en nature dans la limite de:

7 11 9 si le fils est employé du fond ou des services continus,

7 11 3 si le fils n'est pas repris dans la catégorie précédente,

et l'allocation non perçue en nature par le pensionné lui sera versée en espèces sur la base de 2.800 frs. la tonne.

Enfin, lorsque le pensionné est un ancien employé et le fils ouvrier ou inversement le père ancien ouvrier et le fils employé:

— la quantité totale attribuée en nature sera la même que lorsque le fils est ouvrier et le père ancien ouvrier (soit 6 11 6, 6 11 3 ou 5 11 6 suivant le cas),

— mais la qualité et les conditions de transport seront celles de l'employé,

— l'allocation en espèces à servir au pensionné sera obtenue en convertissant en espèces l'allocation non perçue en nature par le pensionné, sur la base de:

— 1.950 frs. la tonne si le pensionné était ouvrier

— 2.370 frs. la tonne si le pensionné était E.A.T.

— 2.800 frs. la tonne si le pensionné était employé commissionné

Le tableau ci-dessus donne également les prestations à servir dans le cas où le père (ou la veuve) pensionné ANCIEN OUVRIER cohabite avec un fils célibataire EMPLOYÉ COMMISSIONNÉ DU FOND.

Pour l'année 1947, les taux d'allocations en espèces sont ceux en vigueur jusqu'au 31 Décembre 1947, c'est-à-dire:

l'enfant travaillant à la mine ne peut être considéré comme soutien de famille parce que les ressources (TOTALS des personnes avec lesquelles il vit (ascendants, frères ou sœurs) sont supérieures à la moitié du salaire moyen départemental (actuellement 60.000 frs. pour le Nord Pas-de-Calais).

En effet, lorsque cet enfant est considéré comme soutien de famille, il perçoit en nature l'allocation correspondante et le pensionné

(ou la veuve) l'allocation en espèces due aux célibataires. Il en est de même lorsque le retraité cohabite avec un enfant marié travaillant à la mine.

En pratique, les cas suivants pourront se présenter (les taux d'allocations en espèces indiqués n'étant valables qu'à partir du 1er Janvier 1948) lorsque le père (ou la veuve) pensionné — ancien ouvrier — cohabite avec son fils célibataire ouvrier:

	plus de 30 ans	15 à 30 ans	moins de 15 ans
Allocation théorique du pensionné s'il vivait seul...	8 11	4 11	2 11
Allocation en nature à servir au fils...	5 11	5 11	5 11
Allocation à servir en nature au pensionné...	1 11	1 11	1 11
TOTAL	14 11	10 11	8 11
Allocation non perçue en nature par le pensionné...	8 11	4 11	2 11
Allocation en espèces à verser au pensionné sur la base de 1.950 frs. la tonne	8 11	4 11	2 11

Il faut d'ailleurs remarquer que le fils célibataire sera presque toujours considéré comme soutien de famille de sa mère veuve, si en dehors du salaire du fils, il ne rentre au foyer d'autres ressources que la pension de la C.A.N. de la mère.

Lorsque le pensionné (ou la veuve) vit avec plusieurs enfants célibataires travaillant à la mine, chacun des enfants autres que le premier donnera droit en plus à une allocation en nature de 0 11 200.

Lorsque le père pensionné, ancien employé commissionné vit avec son fils également employé commissionné, le calcul sera fait suivant le même principe, en cumulant les allocations en nature dans la limite de:

7 11 9 si le fils est employé du fond ou des services continus,

7 11 3 si le fils n'est pas repris dans la catégorie précédente,

et l'allocation non perçue en nature par le pensionné lui sera versée en espèces sur la base de 2.800 frs. la tonne.

Enfin, lorsque le pensionné est un ancien employé et le fils ouvrier ou inversement le père ancien ouvrier et le fils employé:

— la quantité totale attribuée en nature sera la même que lorsque le fils est ouvrier et le père ancien ouvrier (soit 6 11 6, 6 11 3 ou 5 11 6 suivant le cas),

— mais la qualité et les conditions de transport seront celles de l'employé,

— l'allocation en espèces à servir au pensionné sera obtenue en convertissant en espèces l'allocation non perçue en nature par le pensionné, sur la base de:

— 1.950 frs. la tonne si le pensionné était ouvrier

— 2.370 frs. la tonne si le pensionné était E.A.T.

— 2.800 frs. la tonne si le pensionné était employé commissionné

Le tableau ci-dessus donne également les prestations à servir dans le cas où le père (ou la veuve) pensionné ANCIEN OUVRIER cohabite avec un fils célibataire EMPLOYÉ COMMISSIONNÉ DU FOND.

Pour l'année 1947, les taux d'allocations en espèces sont ceux en vigueur jusqu'au 31 Décembre 1947, c'est-à-dire:

Les Commissions Paritaires de discipline et de conciliation

Dans le dernier numéro de «L'Echo des Mines», nous avons publié le texte de la circulaire ministérielle instituant l'élection des Commissions Paritaires prévues à l'article 5 du Statut.

Une nouvelle circulaire, en date du 13 Août apporte de nouvelles précisions sur la question. Nous la publions ci-dessous.

Circulaire
P-D.M.P. 35037
P-D.M. N. 365

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, à Messieurs les Ingénieurs en Chef des Mines.

Par ma circulaire P-D.M. 361 du 17 Juillet 1948, je vous ai donné des instructions au sujet du renouvellement des Commissions Paritaires de discipline et de conciliation.

Un certain nombre de difficultés ayant été signalées par des Ingénieurs en Chef des Mines au sujet de l'application de cette circulaire, j'ai l'honneur de vous préciser les points suivants:

1) au 4ème alinéa de la page 4, au lieu de «en position d'activité dans les houillères», lire: «en position d'activité dans l'exploitation».

Il reste par ailleurs bien entendu que la condition aux termes de laquelle, pour être éligible, l'électeur doit être en position d'activité depuis un an au moins, reste absolument nécessaire et se traduit par le fait que le contrat de travail du candidat ne doit avoir été NI SUSPENDU, NI ROMPU depuis un an au moins.

Pour résoudre la question de savoir si la mutation d'une mine à une autre interrompt le délai imposé pour l'éligibilité, il faut se reporter à la considération suivante:

La durée d'activité à considérer pour l'éligibilité à une commission déterminée sera réputée interrompue si la mutation entraîne l'expulsion du mineur qui ne font pas partie du ressort de la même commission. Dans le cas contraire, on considérera qu'il y a activité continue à la mine.

2) Les électeurs seront convoqués par l'exploitant pour les commissions locales, et par les soins de l'Ingénieur en Chef des Mines pour les Commissions Interlocales et Régionales car, pour ces dernières qui groupent de nombreuses entreprises, il est nécessaire de recourir à une autorité supérieure. Bien entendu, les convocations auront lieu par la voie habituelle des avis du personnel, dans chaque exploitation.

Les délais de convocation d'électeurs sont de 1 mois à partir de la date où est terminée la période des congés payés.

3) Les listes d'électeurs doivent être publiées 15 jours avant la date des élections.

Ces listes s'ont affichées par les soins des représentants syndicaux sur les panneaux réservés aux communications syndicales.

4) Le vote se fera en dehors des heures de travail.

5) Les bureaux électoraux seront composés des deux électeurs les plus âgés et de l'électeur le plus jeune présent au moment de l'ouverture du scrutin.

La présidence appartiendra au plus âgé.

6) Pour les Commissions Interlocales et Régionales, les résultats seront centralisés dans un bureau choisi au centre géographique des diverses exploitations intéressées.

La commission chargée d'établir les résultats d'ensemble sera composée de quatre Présidents les plus âgés et des quatre Présidents les plus jeunes des bureaux de vote intéressés.

8) L'âge minimum imposé, pour avoir droit de vote est fixé à 18 ans, par analogie aux dispositions réglant les modalités d'élection des délégués mineurs.

Signé: PERRINEAU

A propos des Médailles d'Honneur du Travail

A différentes reprises nous avons publié des notes documentaires concernant l'attribution des médailles d'honneur du travail.

Voici quelques informations complémentaires.

A partir du 1er Janvier 1949, les propositions pour la médaille d'honneur ne seront faites qu'une fois par an, le 1er Avril.

En conséquence, les agents en activité ou retraités, qui rempliront au 1er Avril de chaque année les conditions énumérées ci-après, devront faire une demande de médaille avant le 31 octobre de l'année précédente au comptable de leur service, s'ils sont en activité, au service du personnel, s'ils sont retraités.

Résumé des conditions requises pour l'obtention de la médaille: médaille d'argent, 30 années de services consécutifs chez le même employeur; médaille de vermeil, 40 années de services consécutifs chez le même employeur; médaille de la médaille de vermeil, 50 années de services consécutifs chez le même employeur; médaille soixantaire, 60 années de services consécutifs chez le même employeur.

Sont considérés comme services: rendus chez le même employeur, les services effectués dans divers établissements houillères nationalisés en vertu de la loi du 17 Mai 1945.

Tes périodes d'interruption de travail dues à l'accomplissement du service militaire ou à des faits de guerre sont assimilées à des périodes de service effectif.

ATTRIBUTION DE LA MÉDAILLE A TITRE POSTHUME.

Aux agents des houillères qui, au moment de leur décès, comptaient le nombre d'années de services requis pour l'obtention de la médaille, à condition que la demande ait été formulée dans les deux années suivant la date de leur décès, sans condition de durée des services, aux agents des Houillères du bassin vicieux d'un accident mortel dans l'exercice de leur profession.

NATIONALITÉ.

La médaille d'honneur du travail est attribuée uniquement aux agents de nationalité française, aux indigènes et natifs des territoires et états associés de l'Union Française, ainsi qu'aux Belges et Luxembourgeois.

Les intéressés devront présenter toutes pièces justifiant la continuité de leurs services, en particulier un relevé des services accomplis dans diverses exploitations minières; s'il y a lieu.

Toute demande de médaille présentée après le 31 octobre sera réexaminée d'un an.

CONGES SPECIAUX

LE LUNDI DE DUCASSE

L'application dans le Bassin du Nord-Pas-de-Calais.

Note de la Direction Générale,

DOUAI le 9 Juillet 1948.

La circulaire ministérielle du 6 Août 1946 stipule que les majorations pour travail du dimanche prévues par l'article 15 du Statut du Mineur s'appliquent également pour le travail effectué les jours de fête en semaine ci-après: Jour de fête locale de kermesse...

C'est-à-dire lundi de ducasse.

Détermination du lundi de ducasse d'une localité déterminée.

Une Localité déterminée a généralement deux ducasses, dont une ducasse «d'été» ou «grande» ducasse est la principale. La seule ducasse à prendre en considération est cette ducasse principale, même lorsque le lundi de ducasse tombe toujours ou, accidentellement, un jour de semaine férié à un autre titre (exemple: ducasse du jour de Pâques, de Pentecôte, du 13 Juillet,

du 15 Août, etc...)

Localité à prendre en considération dans un établissement.

La note P.O.S. 470-7378 du 23 Juin 1947 avait précisé que le lundi de ducasse à prendre en considération est celui de la Localité dans laquelle est situé le siège ou l'établissement.

Cette mesure a été prise dans le seul but de simplifier les opérations comptables; par contre elle accorde un avantage injustifié à l'ouvrier qui, résidant dans une localité différente de celle de son établissement, travaille le jour de la ducasse de l'établissement et s'absente le jour de la ducasse de sa résidence.

Plutôt que de prendre le lundi de ducasse de la Localité où est situé le siège ou l'établissement, il y aura lieu désormais de prendre le lundi de ducasse de la localité où résident le plus grand nombre d'ouvriers du siège ou de l'établissement.

La Localité où résident le plus grand nombre d'ouvriers de l'établissement se détermine sans contestation; il n'y a d'autre part généralement pas de difficulté à déterminer la ducasse principale d'une localité déterminée.

Rémunération du lundi de ducasse.

Le travail du lundi de ducasse donne lieu à la majoration de 50 %, quel que soit le nombre de postes effectués dans la quinzaine. L'absence pour lundi de ducasse n'intervient pas pour diminuer le taux de la prime de régularité, lorsque l'agent aura demandé et obtenu l'autorisation de s'absenter. Toutefois pour l'ouvrier qui, ne résidant pas dans la Localité retenue pour la détermination du lundi de ducasse de l'établissement aura bénéficié ce jour-là de la majoration prévue, l'absence pour le lundi de ducasse de sa propre résidence INTERVIENDRA pour réduire à 5 % ou supprimer la prime de régularité, compte tenu des postes de travail effectués pendant cette quinzaine.

La note M.O.S. P. 433 du 2 Juillet a donné les règles à suivre lorsque le lundi de ducasse se trouve inclus dans la période d'arrêt d'un établissement. Les mêmes règles seront appliquées lorsque l'établissement ne subsistant pas d'arrêt, le lundi de ducasse se trouve inclus dans la période de congés, prévue pour un agent, par le tableau de roulement.

Ces mesures seront appliquées à partir du 1er Juillet 1948.

Cas des Employés.

Toute absence autre que congés payés, maladie ou blessure dûment constatées, entraînant au moment du jour d'absence la perte de 1-3030 du traitement annuel, la rémunération éventuelle pour le lundi de ducasse, majorée comme prévue ci-dessus, sera payée à l'intéressé lors de la paie suivante immédiatement ce jour.

Cette mesure sera appliquée à partir du 1er Janvier 1948.

NOTA.- Il est loisible à un ouvrier n'habitant pas la localité dont le jour de ducasse est choisi comme étant celui de l'établissement de renoncer à la majoration de 50 % s'il vient travailler le lundi de ducasse de l'établissement.

Dans le cas où cet ouvrier aura EXPRESSÉMENT renoncé à cette majoration, sa prime de régularité ne sera pas diminuée de 5 % s'il est absent le jour de la ducasse de la localité de sa résidence.

LE DIRECTEUR GENERAL,
J. ARMANET.

— 0 —

LUNDI DE DUCASSE

ET CONGES PAYES

DOUAI le 2 Juillet 1948.

Le lundi de ducasse peut se trouver inclus dans la période d'arrêt d'un établissement. Ce jour-là est assimilé à un jour férié par la circulaire ministérielle No 4017 S.S.P. du 6 Août 1946. Il ne peut donc être considéré comme une journée effective de congés payés.

En conséquence:

1) Si le droit au congé Ni de l'intéressé est supérieur au nombre de jours ouvrables de la période d'arrêt Ne (lundi de ducasse exclus), le nombre de jours de congé effectivement pris sera Ne et l'intéressé conservera (Ni-Ne) jours nées de congé à prendre.

2) Si le droit au congé Ni est inférieur ou égal à Ne, le nombre de jours de congé effectivement pris sera Ni et l'ouvrier ne sera éventuellement occupé pendant la période d'arrêt que Ne-Ni jours, sans pouvoir être occupé le lundi de ducasse.

Il sera toujours possible, avec l'accord des intéressés de compenser le lundi de ducasse non rémunéré par une indemnité compensatrice de congés payés (calculée au même taux que pour les autres jours de congés payés) comme si l'intéressé avait renoncé à une journée de congés payés.

LE SECRETAIRE GENERAL,
J. AUREL.

Chez les Employés des Mines...

Les commissions techniques et la commission exécutive fédérale se sont réunies à Lens le 5 Septembre 1948.

Au cours de l'assemblée plénière les délégués ont fixé leur position.

SALAIRES ET PRIX

Après examen de la situation, l'assemblée invite tous les adhérents à soutenir énergiquement l'acte de la C.F.T.C. pour aboutir à conserver aux travailleurs un véritable minimum vital.

STATUT DU MINEUR

L'assemblée mandate la Fédération pour intervenir de nouveau auprès du Gouvernement afin d'obtenir les modifications promises, notamment pour le personnel féminin et les agents de maîtrise du fond, et relèvement de l'indemnité de logement.

RETRAITE COMPLEMENTAIRE

L'assemblée proteste une fois de plus contre le retard apporté à la mise en route de la Caisse des Retraites Complémentaires et proclame son intransigeance sur l'âge d'ouverture du droit à la retraite.

COMMISSION CENTRALE D'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Enregistrant à nouveau les plaintes du personnel, l'assemblée réclame instamment le fonctionnement de la commission.

L'assemblée a adopté ensuite diverses propositions touchant le classement des gardes, des machinistes d'extraction, etc.

GARDES DE CITÉS

Suite à son intervention, notre Fédération a reçu la réponse suivante:

Monsieur,

A la suite de notre accord de Janvier 1948, une proportion de 20 à 30 pour cent des gardes de cité ont pu accéder à l'échelle 4, compte-tenu des fonctions remplies, de l'importance de la cité et des services rendus dans l'exercice de leur fonction. Cette proportion a été fixée après une enquête de nos services.

Vous nous avez indiqué qu'il y avait certains gardes de cité actuellement classés à l'échelle 3, devraient pouvoir accéder à l'échelle 4 de par leur emploi. Il ne peut donc s'agir que de cas particuliers, qui, conformément à la procédure normale, devront être soumis à la commission centrale d'application de la convention collective.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le secrétaire général,
signé: AUREL

Nous invitons les intéressés qui se trouvent lésés à présenter leur demande.

MACHINISTES

D'EXTRACTON

Les machinistes d'extraction adhérents à la C.F.T.C. réunis le 24 Août 1948 à Lens, après avoir examiné la situation qui leur est faite à propos de leur classement, déclarent qu'ils ne peuvent plus accepter plus longtemps d'être classés «ADMINISTRATIFS» et revendiquent leur classement dans les échelles «TECHNICIENS».

Ils demandent que dans le classement nouveau, il soit tenu compte de la valeur professionnelle des agents, de leur ancienneté et avantages acquis.

En conséquence, ils proposent que le reclassement des machinistes d'extraction s'opère de la façon suivante:

- 1) Détermination exacte par une commission technique comprenant un ou plusieurs délégués des machinistes des puits principaux et secondaires.
- 2) Les machinistes d'extraction en service dans un puits principal seront classés à l'échelle 5 «TECHNICIEN».
- 3) Les machinistes d'extraction de puits secondaires, comptant 15 ans ou plus d'ancienneté comme machiniste, seront classés à l'échelle 5 «TECHNICIEN».
- 4) Les machinistes de puits secondaires ne comptant pas 15 ans d'ancienneté comme machiniste seront classés à l'échelle 4 «TECHNICIEN».

Pour tenir compte des avantages acquis, ils ne pourront pas avoir un salaire inférieur à celui qu'ils percevaient actuellement.

Les machinistes de puits secondaires classés à l'échelle 4 «TECHNICIEN» auront priorité, par ordre d'ancienneté, sur les postes vacants dans les puits principaux.

COURRIÈRES

Réunion du Conseil Syndical

Montée continue des effectifs

Le Conseil syndical s'est réuni le 18 Juillet et a examiné longuement les problèmes actuels; principalement: l'activité de la Fédération et de la section; classement du personnel féminin; des agents de maîtrise du fond remon-

tés au jour, des machinistes d'extraction; du personnel hospitalier.

Après un exposé de Alfred Crépel sur ces questions, le Conseil syndical fait confiance aux dirigeants du Syndicat Libre des Employés des Mines en particulier à Louis Delaby pour mener à bien toutes ces revendications.

Le président donna ensuite lecture des noms des nouveaux adhérents dont le total se monte à 136 depuis Décembre. La section est donc en progression constante, ce dont il faut féliciter tous les militants.

Il fut question également des élections à la Sécurité Sociale du 10 Août.

Alfred Crépel parla ensuite du Congrès des Mineurs et lut de larges extraits du rapport moral de J. Saury.

Et enfin diverses questions d'ordre pratique furent examinées et solutionnées.

La semaine anglaise

Et la semaine anglaise! Quand donc sera-t-elle appliquée? Telle est la question que le personnel des services centraux du Groupe de Béthune nous pose en toute occasion.

Nous devons une explication à tous nos collègues. Nous la donnerons en toute objectivité afin que chacun puisse juger en toute équité sur les raisons qui retardent l'application du premier stade, c'est-à-dire, terminer le travail à 16 heures 30 le samedi.

En mai 1947, nous avions déjà posé la question à la Direction du Groupe. M. RICHARD nous répondit qu'il était personnellement contre toute application de semaine anglaise, mais qu'il en référerait à Douai.

L'affaire traîne en longueur et sans résultat, jusqu'au 27 Avril dernier, date à laquelle le bureau de notre Fédération posa la question pour l'ensemble du bassin.

Après une longue discussion avec la Direction Générale du Bassin, nous obtenions ce que vous connaissez et que la plupart des groupes paient déjà.

Nous en avons donc demandé l'application à la Direction du Groupe. Depuis, nous relayons consciencieusement afin que le personnel puisse en jouir très rapidement. Voilà trois mois que ça traîne. Il paraîtrait que le personnel refuse cette application. Nous savons très bien que nous préférons la semaine anglaise intégrale. C'est d'ailleurs le but que nous poursuivons. Nous n'avons pas à le cacher.

Liévin

A nos camarades

Depuis plusieurs mois, nos élus à la Caisse de Secours de Liévin demandent au Conseil d'Administration d'étudier la mise en application de la prothèse dentaire.

Notre camarade Ramecourt pose à nouveau la question à la réunion générale du 17 Juin, faisant remarquer qu'il est regrettable que toute décision intéressant les Caisses de Secours minières prise par l'Union ne soit pas appliquée de la même façon et de l'aviser qu'en raison des réclamations qu'il est intolérable de ne pas faire à Liévin ce qu'on fait ailleurs.

A la réunion du 19 Juillet enfin la question est mise aux voix et doit être débattue. Après plusieurs interventions notamment de notre camarade Pubert demandant un tarif plus élevé; le remboursement a été fixé à 100 frs. de la dent à partir du 1er Août, soit de mettre un dentier supérieur ou inférieur complet, en attendant que l'Union et la Caisse Autonome puissent bien prendre une décision pour le remboursement de ces appareils dentaires.

Les Elus.

mais nous sommes réalistes, car nous disons «qu'un tiers vaut mieux que deux tu l'auras». Quand une Direction de Groupe se déclare contre la semaine anglaise et que nous obtenons pour le personnel, un premier pas vers leur désir, nous avons la conviction d'avoir travaillé dans son intérêt.

Aujourd'hui, les représentants Forcés Ouvriers ont déclaré à la Direction du groupe qu'ils n'étaient pas d'accord pour cette application et que la majorité du personnel ne l'était pas non plus. Nous disons que ceci est faux. Car, les employés ont plus de raisons que ne le croient les camarades F.O. Ils savent très bien que, lorsqu'on a le pied dans l'étrier, il est plus facile de monter qu'à cheval.

Chers camarades, vous savez maintenant les oppositions que nous rencontrons pour l'application de cette semaine anglaise partielle. Nous poursuivons, avec le concours de tous, notre action pour cette mise en pratique qui nous permettra, dans un avenir certain, d'obtenir la semaine anglaise intégrale.

Vicor VANLERENBERGHE

Notre Grande Famille...

NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de:

Marie-Paule, au foyer de J. TRIMBOUR de la section de Noyelles Godault.

Eveline, au foyer de Gorges CHEVALIER, militant de la section de Noyelles-Godault.

Bernadette, au foyer de Gustave DHINNIN, trésorier de la section de Noyelles-Godault.

Jean-Marc, au foyer de Abel DERONCOURT de la section d'Huluch-Haisnes.

Denis, au foyer de Jean BRODIER, ancien secrétaire de la C.F.T.C. attaché de bureau international du travail à Genève.

Paulette, petite fille de Eugène DUBOIS, secrétaire de la section de Wingles.

Paul, au foyer de LHOTELIER, de la section de Courrières-fosse 8.

Jean-Marie, 3ème enfant au foyer de M. CLARET François, ingénieur à Billy-Montigny.

Nadine, au foyer de A. POLBOS de la section fosse 3 de Lens.

Christian, au foyer de Henri JEROME, des Employés de Courrières.

Bernard, au foyer de Louis DORNAU, des Employés de Courrières.

Jean-Marc, au foyer de Gilbert LA-CHERIE, des Techniciens de la Concession de Béthune.

Annick, au foyer de Paul DURUIS, Président des employés d'Aniche.

Marie-Thérèse, au foyer de Norbert DRUELES, des employés de Lens.

Brigitte, au foyer de Lucien NEVEJEANS, des employés de Lens.

Brigitte, au foyer de Hans SCHROFF, responsable des travailleurs libres à la section de Thiers.

Reine-Marie, petite fille de Léon WAUQUIER et arrière petite-fille de Emile RIVAUX, de la section de Vendin-le-Vieil.

Jean-Claude, 4ème enfant au foyer de René SEGARD, Noyelles-Godault.

Jean, au foyer de Jacques COILLE, des Employés de Courrières.

Josée, au foyer de José CATTIAU, de la section de Huluch-Haisnes.

Danielle, au foyer de Roland PETIT, des Employés de la concession de Béthune.

Annie, au foyer d'Albert PREVOST, des Employés de la concession de Béthune.

Dominique, 3ème enfant au foyer de Marius MOUILLERE, des Employés de Béthune.

Alain, au foyer de Raoul PETIT, des ouvriers de la concession de Béthune.

A nos camarades, aux vaillantes mamans, nous adressons nos vives

Après de nouvelles élections

Et maintenant expliquons-nous...

Suite de la page 2

Proposent que le bureau soit composé d'administrateurs représentant les différentes fractions du conseil d'administration.

Les soussignés demandent que cette motion soit votée à bulletin secret et fasse l'objet d'une inscription au procès-verbal de ce jour.

A BETHUNE, cette motion fut adoptée par 15 voix et 3 bulletins blancs, à COURRIÈRES elle le fut à l'UNANIMITÉ.

Passons sur le détail et constatons qu'à Courrières le Président sortant François DELATTRE présentait sa candidature. Elu Président l'année dernière à l'unanimité des membres du C.A., François Delattre était revenu cette fois représentant de F.O., fraction également minoritaire au sein du Conseil. Devant cette candidature la C.G.T. revendiqua le poste de Président, invoquant la qualité d'organisation la plus représentative du personnel.

Nous ne sommes pas de ceux qui nient l'évidence et après quel-

ques discussions dont la C.E.T.C. prit l'initiative et la responsabilité, il fut convenu qu'aucune opposition ne serait pratiquée à l'égard de François Delattre au poste de 1er Vice-Président, à la candidature de notre camarade Marcel FAUQUETTE à celui de second vice-président.

Après l'élection du Président, résultat obtenu en faveur de la C.G.T. au bénéfice de l'âge, François Delattre fut élu sans concurrent, de même pour Marcel FAUQUETTE.

Qu'avait voulu la C.E.T.C.?? Tout simplement doter la Caisse de Secours de Courrières d'un bureau de collaboration aussi étroit que possible à celle d'un bureau de combat.

C'est ce qui fut compris de François DELATTRE, qui joua immédiatement le «fair-play» et qui déclarait à notre camarade Fauquette, chargé de lui demander d'accepter la Vice-Présidence: «NOUS PRENDRONS LES RESPONSABILITÉS QUI NOUS SERONT CONFIEES». C'était se rallier à la proposition qui lui était faite après avoir accompli le mandat qui lui avait été confié par son organisation.

Le lendemain, des camarades F.O. pris d'un zèle subit, sans consulter qui que ce soit de leur organisation, prenaient la responsabilité de distribuer un tract intitulé «TRAHISON DE LA C.E.T.C.». Il est heureux que le ridicule ait cessé de tuer, il aurait fait DEUX nouvelles victimes parmi les employés des Bureaux Centraux de Billy-Montigny.

Les rédacteurs en question ont osé appeler notre camarade Marcel FAUQUETTE: «l'homme à tout faire». Il est vrai qu'au moment où ils étaient bien tranquilles dans leur emploi habituel, Marcel Fauquette avait le courage, avec son organisation, de rechercher une solution et éviter la «pétardière» dans laquelle nous nous débattions la veille à Billy-Montigny.

Car, ce n'est pas la C.E.T.C. qui peut être rendue responsable si un minimum d'entente n'a pu se réaliser à cette caisse pour la constitution du bureau. Nos camarades administrateurs se sont efforcés de rapprocher les hommes et les points de vue. Ils en ont donné la preuve; ils ne sont pas des quémandeurs, ils ne sont pas de ceux qui se livrent au marchandage des suffrages. Ils n'ont pas à rechercher les flatteries des uns, pas plus qu'ils ne craignent le jugement partisan des autres. C'est avec raison qu'ils se considèrent comme des administrateurs mandatés pour assurer une gestion aussi fructueuse que possible des organismes de Sécurité Sociale.

C'est avec raison qu'ils considèrent avoir rempli ce mandat en TOUTE LOYAUTÉ. Il ne reste que les partisans aux horizons bornés; les sectaires incapables du moindre raisonnement pour ne pas reconnaître que la solution proposée par la C.F.T.C. était acceptable par tous et qu'en tous cas, la LOGIQUE le SIMPLE BON SENS étaient capables d'en imposer l'acceptation.

Il est vrai que jusqu'à ce jour l'occasion ne s'était pas encore présentée d'avoir de telles discussions où la C.E.T.C. jouerait ce rôle que nul ne peut plus minimiser.

Comme nous aurons encore à faire maintes fois cette expérience, chacun pourra tirer de ces faits récents les conclusions qui s'imposent; à commencer par se convaincre que l'ESPRIT DE CONCILIATION qui nous anime ne saurait être interprété comme un signe de faiblesse, mais qu'il s'agit, au contraire, avec une FERMETÉ qui fut pour étonner quelques-uns de ceux qui eurent l'occasion de se livrer au rôle d'observateurs plus ou moins intéressés.

Joseph SAUTY.

Sallaumines - fosse.

La quête faite au profit d'Arlette HANAUT, malade depuis 10 mois, atteint de silicose a produit la somme de 6.800 francs.

Merci aux généreux donateurs.

Section de Chocques

Au cours de sa dernière réunion la section a constitué son bureau comme suit:

Président: DAUTEMERIEUX Roger
Secrétaire: DELERUE Henri
Secrétaire Adt: BAR Henri
Trésorier: DELFORGE Henri
Trésorier Adt: BOURDON Jules
Responsable du journal: MAGNIEZ Paul

Membres du bureau: GASIER Léon, LENOIR Jean et DEMAILLY Raymond.

Responsable des pensionnés: DELERUE Edmond.

Pour toutes réclamations, les adhérents de la section peuvent s'adresser à l'un ou l'autre des camarades désignés ci-dessus ou de préférence à DEMAILLY Raymond, délégué de la surface, route Nationale à CHOCQUES.

Groupe de Valenciennes

Le siège du syndicat est transféré à la Pyramide Dampierre à Valenciennes (ancien octroi municipal) ce jour le 1-9-48.

La permanence est ouverte tous les SAMEDIS de 8 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. 30. Provisoirement le No de téléphone est 31-17 à Valenciennes (en attendant le transfert de notre ancienne ligne.)

REponses AUX QUESTIONS POSEES

A.V. (NOYELLES)

Mon beau-père est décédé en Juillet 1948, il était retraité des mines.

Que dois-je faire comme démarches pour bénéficier de l'allocation décès, de même que pour la pension de réversion?

a) Pour ce qui est de l'allocation au décès, vous devez vous présenter à la Caisse de Secours à laquelle votre beau-père était affilié, en vous munissant des pièces suivantes:

livret médical,
un bulletin de décès,
livret de pension du défunt,
certificat de non-divorce et de non-séparation.

b) Pour la pension de réversion, vous devez vous procurer les mêmes pièces que celles citées plus haut. Vous avez tout intérêt à demander ces pièces en triple exemplaire à la mairie en demandant également trois exemplaires du certificat de vie au nom de la veuve.

c) Etant décédé en Juillet, il reste dû des arrérages de la pension du 1er Juin au jour du décès. En ce cas, il faut faire établir un certificat d'hérédité par le Maire. Il vous restera à adresser ce certificat au Trésorier Payeur Général du Département qui réglera ces arrérages à la veuve.

Notez que pour toutes ces démarches vous pouvez utilement entrer en rapport avec le secrétaire de la section syndicale C.F.T.C. ou le permanent du groupe.

Notez enfin que s'il reste des orphelins de moins de 16 ans vous devez établir une demande d'allocations familiales pour chaque enfant. Prévoir un bulletin de naissance pour chacun des enfants.

AVIS

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro une importante communication de notre camarade Lucien DENIZE, concernant les avantages en nature au personnel pensionné des cokeries d'Aniche.

pour le lait hygiénique: soit 3.900
Pour sept mois l'intéressée percevra donc: 6.820 frs.

Ce qui revient à dire qu'il sera dû:

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 550 + 750 = 1.300 frs.
soit: 4 x 1.300 = 5.200 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 240 + 300 = 540 frs.
soit: 3 x 540 = 1.620 frs.

Pour SEPT mois l'intéressée percevra donc: 6.820 frs.

Imprimerie Coopérative de la Centrale Diderot, à Lens.

Le Gérant: J. SAUTY

A L'UNION RÉGIONALE DES CAISSES DE SECOURS DU NORD

Le relèvement des tarifs applicables aux primes d'allaitement et bons de lait

Délibération du Conseil d'Administration.

Sur proposition de son Bureau et après avoir pris connaissance de la lettre adressée par Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale à la Société de Secours Minière de Lens en date du 5 Juillet 1948, lettre qui prescrit à cette dernière d'avoir à appliquer les dispositions du 3ème alinéa de l'article 68 des statuts types pour Sociétés de Secours Minières a savoir:

«Le taux des primes d'allaitement et bons de lait ne peut être en aucun cas inférieur à celui prévu pour les assurés du Régime Général de Sécurité Sociale».

Le Conseil d'Administration de l'Union Régionale a abrogé sa délibération en date du 30 Mars 1948, et décide de se conformer aux stipulations du 3ème alinéa de l'article précité.

Il donne par ailleurs mandat à la Direction de l'Union Régionale, d'une part:

«d'aligner le tarif des primes d'allaitement et bons de lait servis par les Sociétés de Secours Minières sur ceux du Régime Général de

la Sécurité Sociale», d'autre part:

«de modifier ces tarifs au fur et à mesure que des variations légales interviendront».

Suite à la délibération dont il est fait état ci-dessus les dispositions suivantes ont été prises:

TARIF DES PRIMES D'ALLAITEMENT ET BONS DE LAIT APPLICABLE A COMPTER DU 1er JUILLET 1948.

1) Primes d'allaitement payables aux femmes allaitant leur enfant au sein:

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 1.300 soit 4 x 1.300 = 5.200 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 540 soit 3 x 540 = 1.620 frs.

soit pour 7 mois 6.820 frs.

2) Bons de lait:

payables lorsque par suite d'incapacité physique ou de maladie, la bénéficiaire est dans l'impossibilité constante par le médecin d'allaiter son enfant, A CONDITION TOUT-

TEFOIS QUE L'ENFANT SOIT ELEVE PAR ELLE, A SON DOICILE.

a) Si l'enfant est allaité au lait frais de qualité ordinaire:

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 500 soit 4 x 500 = 2.000 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 200 soit 3 x 200 = 600 frs.

soit pour 7 mois 2.600 frs.

b) Si l'enfant est allaité à l'exclusion de tout autre lait avec un lait hygiénique:

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 750 soit 4 x 750 = 3.000 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 300 soit 3 x 300 = 900 frs.

soit pour 7 mois 3.900 frs.

3) EN CAS D'ALLAITEMENT MIXTE, la bénéficiaire pourra recevoir:

a) Si l'enfant est allaité au lait ordinaire:

DES ALLOCATIONS MENSUELLES: 500 soit 4 x 500 = 2.000 frs.

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 550 soit 4 x 550 = 2.200 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 240 soit 3 x 240 = 720 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 240 soit 3 x 240 = 720 frs.

soit pour 7 mois 2.920 frs.

ET DES BONS DE LAIT dont la valeur est calculée comme ci-dessus pour le lait ordinaire, soit 2.600 frs.

Pour sept mois l'intéressée percevra donc: 5.520 frs.

Ce qui revient à dire qu'il sera dû:

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 550 + 500 = 1.050 frs.
soit: 4 x 1.050 = 4.200 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 200 + 240 = 440 frs.
soit 3 x 440 = 1.320 frs.

soit pour sept mois 5.520 frs.

2) Si l'enfant est allaité au lait hygiénique:

DES ALLOCATIONS MENSUELLES: 550 soit 4 x 550 = 2.200 frs.

du 1er au 4ème mois, MENSUELLEMENT: 550 soit 4 x 550 = 2.200 frs.

du 5ème au 7ème mois, MENSUELLEMENT: 240 soit 3 x 240 = 720 frs.

soit: 2.920 frs.

ET DES BONS DE LAIT dont la valeur est calculée comme ci-dessus